

« Espoir Banlieues marque un tournant dans la politique de la ville. C'est une nouvelle dynamique (...). C'est un vrai changement de méthode. D'abord sur la forme. Pour la première fois, un président de la République, s'est engagé de façon ferme sur le sujet et a déclaré que cette politique était une priorité nationale. (...) Sur le fond, l'emploi, le désenclavement et l'éducation sont les trois priorités du gouvernement, déclinées sur le terrain par des mesures concrètes. (...) Chaque ministre va désormais mobiliser son administration et ses moyens pour les quartiers populaires. Et je veille à ce que cela se concrétise au plus vite. » (F. Amara)

Un tournant dans la politique de la ville ?

- Un « Plan Marshall » à moyens constants
- Réaffirmation du diagnostic : les quartiers-ghettos contre l'égalité des chances
- Un inventaire de mesures : le recyclage de l'existant
- Maintien de l'organisation héritée de Borloo (ANRU) et des émeutes (ACSE)

La politique de la ville, condamnée à l'immobilisme ?

- Une réforme radicale : la loi du 1^{er} août 2003
- Une loi anticipatrice, dans un contexte de bouleversement institutionnel

Une campagne de démolition-reconstruction peut en cacher une autre

- Acte II de la décentralisation : quand la « mère de toutes les réformes » s'avère n'être que la fille (illégitime) de l'Acte I
- LOLF et RGPP : des réformes « néo-managériales » qui bouleversent le mode de définition des politiques de l'Etat, d'allocation de ses ressources ainsi que son organisation
- ⇒ Démolition-reconstruction de l'appareil d'Etat : décomposition à l'échelon local, recomposition au niveau central (agencification),
- ⇒ Les responsabilités sans les libertés locales : des collectivités territoriales autonomes, mais dans un cadre de plus en plus contraint
- ⇒ Une nouvelle boîte à outil composée d'instruments de pilotage à distance : des projets territoriaux aux programmes sectoriels ; des négociations contractuelles locales aux appels à projet nationaux ; de l'évaluation au « reporting »
- ⇒ Le modèle d'action promu par la politique de la ville (transversal, partenarial, remontant) à l'épreuve du culte de la performance

La loi Borloo : une réforme radicale et anticipatrice

Une loi consensuelle, qui a suscité une large adhésion

- L'argumentaire : continuité stratégique, simplification administrative, renforcement des moyens
- Des débats révélateurs de la faiblesse de l'ancrage social, politique et institutionnel de la politique de la ville.

La simplification administrative n'est jamais politiquement neutre

- Le problème : les « ghettos indignes de la République »
- L'objectif : réduction des écarts entre les ZUS et leur environnement
- Les modes d'action : du couple projet/contrat au programme sectoriel national
- Les réalisations : démolition et dérogation

La politique de la ville : un quart de siècle d'indécision stratégique

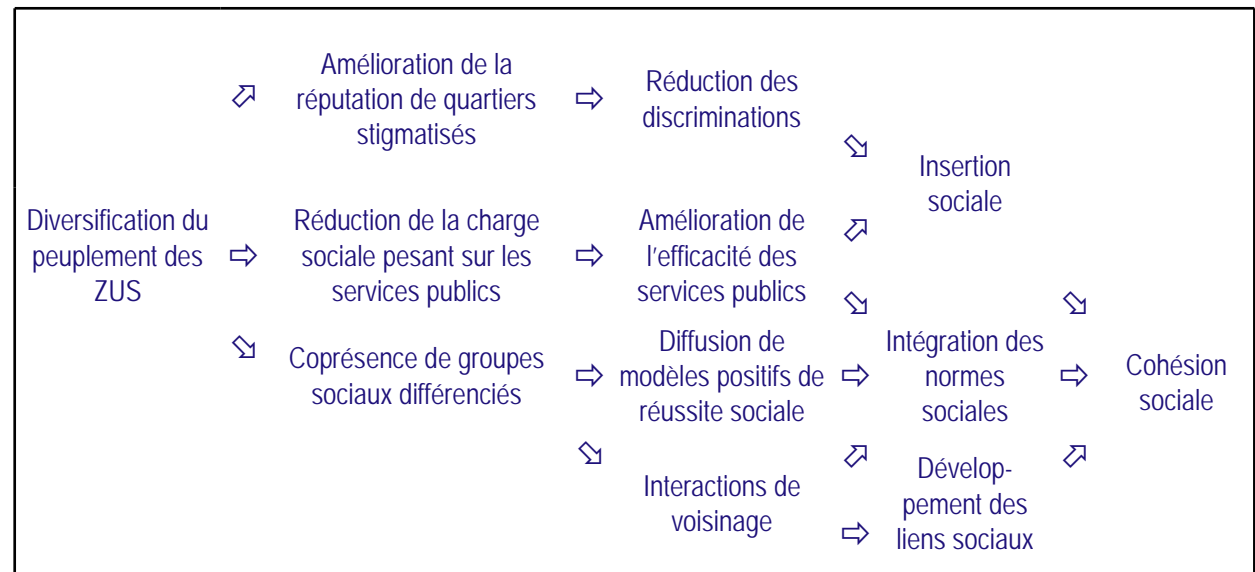
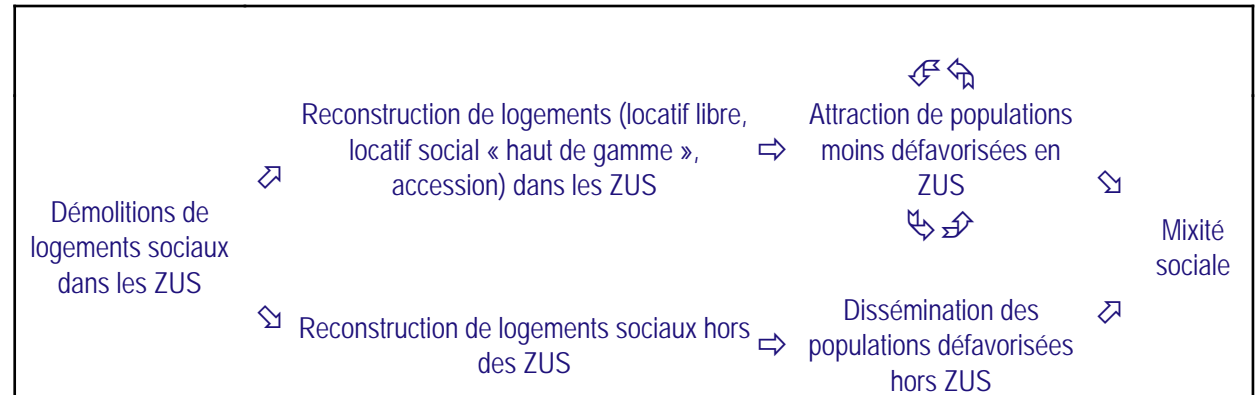
Approche	Enjeu	Objectifs	Réalisations
Républicaniste <i>« en finir avec les ghettos »</i>	Quartier = problème (concentration de handicaps)	Réduction des écarts (remise à niveau du stock / dilution par les flux)	Renforcement des services publics <i>et/ou</i> démolition
Communautarienne <i>« vive les quartiers populaires »</i>	Quartier = solution (ressources potentielles)	Reconnaissance & « Empowerement » (renforcement du capital social)	Soutien aux initiatives individuelles et collectives
Réformiste <i>« des laboratoires où s'invente la ville de demain »</i>	Quartier = symptôme (causes à l'échelle de la ville)	Transformation d'un système générateur d'exclusion	Expérimentations intra et inter-institutionnelles

La fin de l'indécision : la cohésion sociale par la mixité

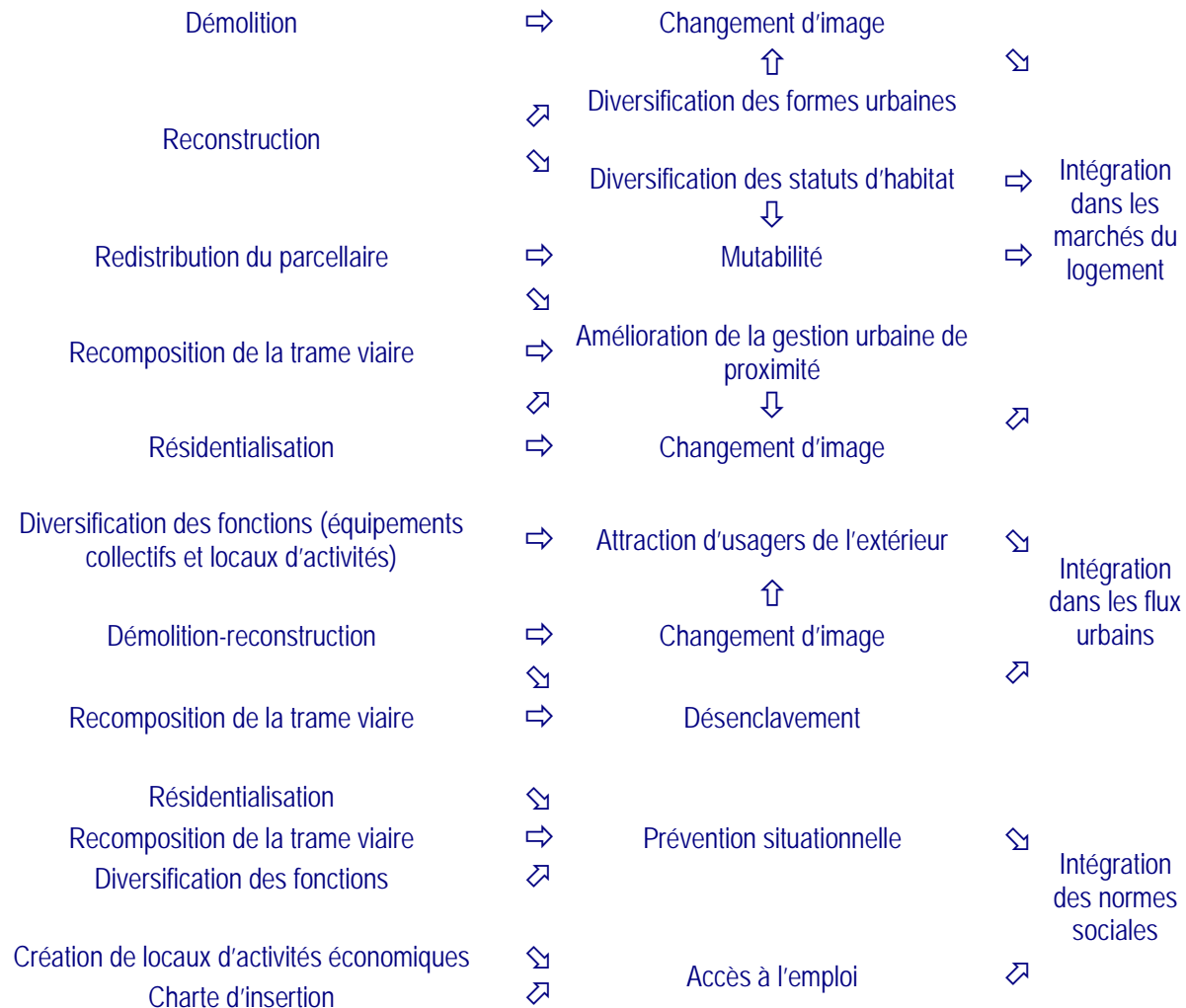
Effet attendu :
mixité sociale

↓

Impact escompté :
cohésion sociale



La fin de l'indécision : l'intégration par la banalisation urbaine



La loi Borloo : une réforme radicale et anticipatrice

Une loi consensuelle, qui a suscité une large adhésion

- L'argumentaire : continuité stratégique, simplification administrative, renforcement des moyens
- Des débats révélateurs de la faiblesse de l'ancrage social, politique et institutionnel de la politique de la ville.

La simplification administrative n'est jamais politiquement neutre

- Le problème : les « ghettos indignes de la République »
- L'objectif : réduction des écarts entre les ZUS et leur environnement
- Les modes d'action : du couple projet/contrat au programme sectoriel national
- Les réalisations : démolition et dérogation

Un gouvernement à distance fondé sur la mise en concurrence des territoires

- Incertitude locale et concurrence nationale : une course de vitesse vers l'ANRU
- Guichet unique, pouvoir unique
- Les « projets des maires » ? La convergence tendancielle des projets locaux

Émeutes et politique de la ville

- Les émeutes, moteur de la politique de la ville : 1981, 1990, 2005
- Les émeutes de l'automne 2005, échec de la politique de la ville ?
 - L'échec de la politique de la ville : un îlot de consensus dans un océan de controverses
 - Un échec salvateur : les conséquences paradoxales des émeutes de 2005

De la simplification à la stratification

- Deux agences face à une tutelle affaiblie, deux géographies prioritaires, deux ministres... et un nouveau plan qui s'ajoute aux précédents
- CUCS et Plan Espoir Banlieue : un rééquilibrage, sinon une remise en cause de la primauté de l'urbain sur le social
 - Inversion des calendriers
 - Déséquilibre financier (4188€/hab en moyenne pour le PRU, 29€/hab pour le CUCS)
 - Le « volet humain », accompagnement du « volet urbain » ?